



1 Votre identité

Nom de naissance :

Nom marital : Prénom :

Date de naissance : Jour Mois Année

Commune de naissance : Département : Pays :

N° de Sécurité Sociale :

2 Votre adresse

.....

.....

Code postal : Ville : Pays :

Téléphone : Adresse électronique :

3 Votre situation de famille

Célibataire Mariée Concubinage Pacte civil de solidarité

Divorcé Séparé(e) Veuf(ve)

4 Votre conjoint

Nom de naissance

Nom marital : Prénom :

Date de naissance : Jour Mois Année

Commune de naissance : Département : Pays :

N° de Sécurité Sociale :

5 Vos enfants à charge

Nom de naissance	Prénom	Date de naissance	Situation (scolarisés, apprentis, demandeurs d'emploi, invalides)

Votre carrière minière

Date de cessation d'activité minière :

Motif de cessation d'activité :

Retraite

Retraite anticipée

Invalidité générale

Conversion

Départ volontaire

Autre motif (à préciser) :

Votre qualification professionnelle à la cessation d'activité :

Ouvrier

ETAM

Ingénieur

Votre conjoint travaille-t-il ou a-t-il travaillé pour les mines, une CARMI, une SSM et perçoit-il à ce titre, une prestation de chauffage et/ou de logement ?

Oui

Non

Indiquez le nom de l'entreprise :

Date d'ouverture des droits à Pension Minière

La Caisse des Dépôts – Retraite des Mines a procédé à la liquidation de ma pension vieillesse à effet du :

Jour Mois Année

Déclaration sur l'honneur

Je demande la liquidation de mes droits à la date d'effet de ma pension minière dans la limite des règles de prescription applicables en matière d'ouverture de droits.

J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements contenus dans cette demande et **je m'engage** à signaler tout changement qui pourrait intervenir dans ma situation ou celle de mon conjoint.

J'engage ma responsabilité en cas de faux ou usage de faux et prends acte que la loi rend passible d'amende et d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles 441-7 433-19, 313-1 et 313-3 du code pénal)

Date et signature

Conformément à l'article L.441-6 du Code pénal, "le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu."

Vos données personnelles sont traitées par l'ANGDM dans le cadre de ses missions et peuvent être transmises à ses partenaires. Au titre de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer auprès du Délégué à la protection des données de l'ANGDM, soit par voie postale à l'ANGDM 110 avenue de la fosse 23 CS 50019 - 62221 Noyelles sous Lens, soit par mail à dpo@angdm.fr

Notre politique de protection des données est consultable à l'adresse suivante:

<https://www.angdm.fr/Politique-de-protection-des-donnees-personnelles>

Plus d'infos sur notre site www.angdm.fr

Nos conseillères sont à votre écoute et à votre disposition pour vous aider dans vos démarches.

Toute correspondance est à adresser à :
ANGDM, 110 Avenue de la Fosse 23 - 62221 Noyelles sous Lens
Tél. : 03 21 79 48 48 - contact@angdm.fr